

Déclaration de politique générale présentée le mardi 14 septembre 2004 devant le Riksdag par M. Göran Persson, Premier ministre

Majestés,
Altesses Royales,
Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les députés,

Une vague de terrorisme a ébranlé le monde ces dernières années.

De plus en plus, le monde en a pris conscience :

Tous les États démocratiques doivent coopérer pour sauvegarder une société démocratique, sûre et ouverte.

L'effroyable attentat contre des enfants et des adultes dans l'école numéro un de Beslan, en Ossétie du Nord ne pouvait le confirmer plus explicitement. La Suède prendra des initiatives pour assurer, avec la communauté internationale, une sensibilisation accrue à la vulnérabilité et au besoin de protection des enfants dans les situations de conflit.

La lutte contre le terrorisme dans le monde doit être menée dans le respect du droit international et des droits de l'homme, en maintenant les principes de l'État de droit.

Des Nations Unies fortes sont nécessaires pour faire face aux défis planétaires de notre temps. L'effort de réforme du Secrétaire général a notre plein soutien.

La capacité de la Suède à contribuer au règlement pacifique des conflits régionaux sera renforcée. Nous intensifierons notre action de longue haleine pour la paix au Moyen-Orient. L'objectif est un Israël à l'intérieur de frontières sûres et reconnues et une Palestine qui se construise par la démocratie et dans la liberté. Les Nations Unies devront avoir un rôle central à jouer dans la reconstruction d'un Irak libéré de la guerre et du despotisme.

La Suède ne participe à aucune alliance militaire. La reconversion de notre défense se poursuit, sur la base des propositions de la Commission d'enquête sur la défense nationale et d'un service national général.

Au printemps 2005, la Suède sera l'hôte d'une rencontre entre l'OTAN et ses pays partenaires sur le thème de la gestion internationale des crises. Dans les années à venir, elle assumera sa part de responsabilité dans la mise en place d'une force d'intervention rapide multinationale sous l'égide de l'Union européenne, chargée de prévenir les catastrophes humanitaires. Elle reste activement impliquée dans les actions de prévention des conflits et de maintien de la paix conduites par l'ONU et l'Union européenne dans les Balkans, en Afghanistan et en Afrique de l'Ouest.

La Suède est à la pointe de l'action contre le génocide, les massacres et l'épuration ethnique. Le gouvernement entend coopérer étroitement avec le Secrétaire général des Nations Unies et le Conseiller spécial sur la prévention du génocide dont la mise en place a été l'un des résultats concrets du Forum international de Stockholm. Au Darfour, les exactions doivent cesser pour que s'engage le long et douloureux cheminement vers la paix, la sécurité et la réconciliation.

L'évolution politique et économique en Asie, et en particulier en Chine, est de plus en plus en ligne de mire. Le dialogue s'approfondit avec le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud.

En concertation avec les partenaires sociaux, le gouvernement multiplie ses efforts pour amener davantage de pays à ratifier les conventions de l'OIT.

Les possibilités données aux jeunes Suédois de prendre part à l'action internationale pour le développement seront améliorées. Un projet en ce sens va être lancé en collaboration avec l'Union européenne et l'ONU.

La Suède est l'un des plus importants fournisseurs mondiaux d'aide au développement. L'objectif d'un pour cent sera atteint au cours de la législature. L'augmentation de l'aide internationale ouvre de nouvelles potentialités.

En dépit des progrès fantastiques de la médecine, les insuffisances de l'accès aux soins et aux médicaments conduisent à la perte de vies humaines par millions dans les pays pauvres.

Une nouvelle grande initiative suédoise, axée sur la recherche, le traitement et la prévention de maladies telles que le VIH/SIDA, la rougeole, la tuberculose et le paludisme va être lancée. La Suède engagera un partenariat élargi avec les pays où sévissent ces maladies ainsi qu'avec d'autres acteurs. Les universités et l'industrie pharmaceutique seront invitées à y participer.

* * *

Monsieur le Président,

« Le gouvernement qui entre aujourd'hui en fonction fait face à des problèmes plus graves et à de plus grands défis qu'aucun autre gouvernement suédois des temps modernes. »

Tels étaient les mots du Premier ministre Ingvar Carlsson, il y a dix ans, quand il est monté à cette tribune pour présenter sa déclaration de politique générale.

Il pensait à la crise économique et au chômage de masse qui paralysaient alors la Suède.

Dix ans après, je peux faire ce constat : il faut remonter aux années 1960 pour trouver une situation où la Suède ait abordé avec une position aussi solide une période de haute conjoncture.

Après un marasme international prolongé, la reprise de la croissance est maintenant substantielle. Le marché du travail est de loin plus efficace qu'il y a dix ans. Les exportations sont en plein essor. L'investissement et la consommation privée progressent. La balance courante est forte. L'inflation et les taux d'intérêt sont stables et restent bas. Les finances publiques sont solides. L'objectif du solde budgétaire est maintenu. Le plafond de dépenses sera respecté.

Le défi auquel le gouvernement est confronté dans l'immédiat est de veiller à ce que le marché du travail soit en phase avec la relance de façon à faire reculer le chômage. Dans le même temps, il s'agit d'éviter un déficit de l'offre. C'est un arbitrage délicat.

Tel est le contexte de l'action énergique que nous entreprenons en direction du secteur des collectivités locales. Le nombre de salariés doit augmenter dans les établissements scolaires et préscolaires. L'effectif des services médico-sociaux doit pouvoir être maintenu même dans les communes et conseils généraux qui font face à une situation économique difficile. Le risque de pénurie de main-d'œuvre dans le secteur public au moment de la relance conjoncturelle en sera réduit. Le bien-être social en sera accru et le pouvoir d'achat des ménages amélioré.

S'il ne se passe rien de dramatique dans le monde environnant pour faire fléchir la conjoncture, nous aurons dans les prochaines années une bonne marge de manœuvre pour des réformes en faveur de la sécurité et de l'équité.

Dans quelques jours sera présenté un solide budget de réforme, élaboré conjointement avec le Parti de la gauche et les Verts. Ainsi, le programme en 121 points qui est à la base de notre coopération est en voie de se réaliser.

* * *

Monsieur le Président,

Je veux que la Suède soit un pays de sécurité et de bien-être pour tous, et non pas pour quelques-uns.

Mais il existe encore dans notre pays des disparités, en termes de santé et d'accès à l'éducation et à la formation, qui ne peuvent s'expliquer autrement que par l'origine sociale.

Des disparités en termes de conditions de travail et de participation qui ne peuvent s'expliquer autrement que par l'appartenance ethnique.

Des disparités en termes de salaires et d'accès au pouvoir qui ne peuvent s'expliquer autrement que par le sexe.

Un siècle de lutttes contre la société de classe n'a pas éradiqué les différences.
De nouvelles injustices apparaissent quand les anciennes ont été corrigées.
L'aspiration à la solidarité et à la justice doit être permanente.

Sans cette analyse, tout programme pour une Suède meilleure serait sans effet.

Avec cette analyse, les tâches de l'année parlementaire à venir apparaissent clairement.

Le gouvernement concentre aujourd'hui ses efforts sur trois domaines.

Tout d'abord : les services de santé, l'école et les services d'accueil – le noyau dur de la société de bien-être.

La récession internationale a mis à rude épreuve les finances des communes et des conseils généraux. C'est pourquoi le gouvernement entreprend un effort vigoureux en faveur des collectivités locales. Les communes et conseils généraux recevront dès cette année 1,5 milliard de couronnes de plus que le budget déjà arrêté. L'année prochaine, ils obtiendront plus de dix milliards de plus que cette année. L'année suivante, le niveau sera encore accru.

Peu d'instruments sont aussi efficaces pour redistribuer les ressources de la collectivité qu'une protection sociale généralisée – égale pour tous, répartie en fonction des besoins, financée en fonction des capacités. Voilà pourquoi les hôpitaux doivent être gérés sans but lucratif privé. Aucun établissement de soins financé par le secteur public ne doit consentir de priorité à des patients titulaires d'assurances privées. Un nouveau système de péréquation intercommunale sera arrêté. La loi sur les marchés publics sera revue.

Une garantie de soins nationale sera mise en place l'année prochaine pour tous les traitements. En même temps, un important renforcement des services psychiatriques sera entrepris. Une nouvelle structure administrative sera proposée pour consolider la politique en faveur des personnes handicapées. Nous veillerons à la défense des monopoles de la distribution des produits pharmaceutiques et de l'alcool.

De concert avec la Fédération des conseils généraux, l'Association des communes et les syndicats concernés, le gouvernement œuvrera pour rendre les professions soignantes plus attractives. La sécurité des personnes âgées tient pour beaucoup à l'accueil et aux soins dont elles bénéficient. Il est crucial pour notre bien-être de tirer parti des compétences du personnel et d'assurer de bonnes possibilités de les développer. A cet effet, une action nationale pluriannuelle sera lancée pour le personnel des services de prise en charge des personnes âgées.

Le supplément-logement des retraités les plus défavorisés sera augmenté.

Les régimes d'assurance sociale sont placés devant de nouveaux défis. Nous voulons des assurances sociales financées par la collectivité, qui compensent la perte de revenu. Elles doivent encourager au travail et pouvoir s'adapter à l'évolution structurelle du marché de l'emploi. Elles doivent être coordonnées avec les autres aides et allocations. Elles doivent bénéficier d'un large consensus de la population. L'assurance sociale fera l'objet d'une révision approfondie.

Deuxième point : les enfants, les familles et les jeunes – notre avenir.

La Suède se doit de respecter la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant. En 2006, un milliard de couronnes sera affecté à des réformes directement axées sur les familles économiquement défavorisées. L'allocation de soutien familial sera améliorée. L'allocation-logement destinée aux familles ayant des enfants sera relevée. Un supplément-enfant sera instauré pour les étudiants. Les enfants demandeurs d'asile seront mieux accueillis.

Les engagements électoraux pris envers les familles de Suède seront honorés. À compter de 2006, les allocations familiales et le supplément pour familles nombreuses seront majorés. Le supplément pour familles nombreuses sera versé dès le deuxième enfant. Le plafond de l'assurance parentale sera relevé au 1^{er} juillet 2006.

L'année prochaine s'engagera une campagne de recrutement de 6 000 personnes supplémentaires dans les services préscolaires. La taille des groupes d'enfants doit être réduite et la qualité améliorée. Le recrutement de 15 000 nouveaux enseignants et autres adultes se poursuit dans les établissements scolaires. Des moyens sensiblement renforcés sont prévus pour les élèves qui suivent les programmes individuels du lycée. Une nouvelle formation d'apprentissage sera mise

en place. En collaboration avec l'industrie et les employeurs publics, le gouvernement entend créer dans chaque région des formations attrayantes et modernes dans le second cycle secondaire.

Le gouvernement présentera sous peu un programme d'action global pour conforter la situation des jeunes dans la société. De nouvelles mesures sont en préparation pour accélérer, avec l'appui des partenaires sociaux, l'insertion professionnelle des jeunes. Le gouvernement va examiner les possibilités de créer des formes d'aide publique permettant aux jeunes d'acquérir ou de louer plus facilement un logement à eux.

Les disparités des conditions dans lesquelles grandissent les enfants ne doivent pas conduire à des inégalités dans l'accès à la culture et aux modes d'expression culturelle. L'offre suédoise de culture pour les enfants sera revue et développée. L'action de pédagogie muséale pour les musées régionaux se poursuivra sur une base permanente. L'entrée gratuite sera instaurée dans 16 nouveaux musées nationaux.

Troisième point : la lutte contre le chômage.

Le chômage déclaré doit être ramené en dessous de quatre pour cent. Notre objectif est le plein emploi.

Le programme du gouvernement forme un tout. Les mesures visant à accroître l'emploi et à réduire le chômage seront mises en place parallèlement.

Si nous voulons faire reculer le chômage, il nous faut des finances publiques stables, une faible inflation et un climat favorable aux entreprises. Les communes et conseils généraux en butte aux difficultés financières doivent être assurés de pouvoir conserver leur personnel et commencer à procéder à de nouveaux recrutements. Il faut aussi des mesures de grande ampleur pour le retour au travail des nombreuses personnes qui sont actuellement en chômage ou en congé de maladie. Une série d'aménagements fiscaux seront mis en œuvre. Ensemble, ces mesures conduiront à renforcer la demande intérieure et à améliorer l'incitation au travail.

La politique pour l'emploi sera considérablement étoffée l'année prochaine. Vingt mille postes nouveaux seront créés dans le cadre de ces programmes. Le chômage des jeunes a été réduit de moitié, mais les actions en faveur des jeunes seront encore renforcées. Une réforme du dispositif

d'insertion des nouveaux immigrants est en préparation. De nouvelles places de stages seront créées. Une meilleure évaluation des qualifications professionnelles sur le lieu de travail sera lancée cet automne.

Un pas de plus sera fait l'année prochaine pour les remboursements destinés à compenser les cotisations personnelles versées par les salariés au titre de l'assainissement budgétaire. L'abattement de base sera relevé, de même que le seuil des tranches d'imposition. Ces aménagements fiscaux bénéficieront principalement aux petits salariés.

* * *

Monsieur le Président,

Au cours de l'année parlementaire écoulée, la problématique de la croissance a dominé le dialogue public et l'ordre du jour politique.

Les enseignements des entretiens sur la croissance ont été positifs. C'était là un moyen de réaliser une mobilisation et une entente autour de questions cruciales pour la nation – un modèle qui sera nécessaire aussi dans l'action future.

Nous avons mieux compris que l'équité et la croissance se conditionnent mutuellement. Ce n'est pas un hasard si la Suède, avec les États de bien-être nordiques, est en tête des comparaisons internationales, tant pour le niveau de vie que pour les facteurs qui conditionnent la croissance.

La politique responsable menée ces dernières années nous a donné une base de départ favorable. Il faut mettre à profit cette heureuse évolution. La Suède devra être encore plus forte à l'heure du prochain ralentissement conjoncturel.

Le dialogue sur la croissance se traduit maintenant en action.

Les conditions faites aux entreprises et à la vie économique seront améliorées. La réforme des dispositions concernant les entreprises à petit nombre d'actionnaires sera menée à bien. L'impôt sur la fortune sera aménagé, les droits de succession et de donation supprimés. La plupart des

modifications de la fiscalité du capital sont financées par d'autres aménagements fiscaux dans le secteur des entreprises.

Nous miserons largement sur l'entrepreneuriat, l'innovation et la recherche. Sous la conduite du ministre de l'industrie et du commerce, un conseil pour l'innovation sera mis en place.

Dans le cadre des investissements d'infrastructure, une série de grands travaux routiers et ferroviaires vont être lancés. L'année prochaine, la priorité sera donnée entre autres à l'autoroute E6 dans le nord du Bohuslän, au tunnel du Mälardalen, à la ligne ferroviaire de Botnie, à la nationale 73 vers Nynäshamn et à l'E18 sur le tronçon Adolfsberg-Lekhyttan. Dès que le processus de planification sera terminé, les travaux de la nationale 45, dans le Västra Götaland, pourront être mis en chantier.

La construction de routes et de voies ferrées, la mise en place du 3G et du haut débit, l'aménagement de l'enseignement supérieur et de l'enseignement à distance seront une base importante du développement régional. Le centre d'enseignement supérieur Mitthögskolan prendra le statut d'université au 1^{er} janvier 2005. Des moyens spéciaux de recherche seront mis à la disposition de l'université.

La construction de logements a été substantiellement relancée. L'objectif gouvernemental de 30 000 logement neufs par an est à notre portée. En concertation avec le secteur du bâtiment, de l'immobilier et des travaux publics, un coordinateur à la construction sera nommé afin de renforcer la concurrence, la qualité et le souci de l'environnement.

Le droit de regard et l'influence des actionnaires sur les salaires et autres rémunérations des cadres dirigeants seront élargis, entre autres dans les sociétés d'assurances et les sociétés cotées. La lutte contre les ententes illicites se poursuit. Un important train de mesures contre la fraude fiscale et le travail au noir sera mis en œuvre.

La volonté et la capacité de travailler de chacun doivent être mises à profit. Le monde du travail doit devenir plus humain. La lutte contre la montée des taux de maladie se poursuit. Les modalités du cofinancement des indemnités de maladie par les employeurs vont être révisées. Des mesures de grande ampleur seront prises pour améliorer l'intégration des immigrés sur le marché du travail et les possibilités d'emploi des personnes handicapées.

En Suède, près d'un habitant sur cinq a au moins un parent né à l'étranger. Dans un monde globalisé, c'est là un grand atout. Qu'elle soit fondée sur le sexe, l'appartenance ethnique, l'orientation sexuelle ou les handicaps, la discrimination doit cesser. Une campagne de formation sera menée pour mieux faire connaître les nouvelles lois antidiscrimination.

* * *

Monsieur le Président,

La Suède a des positions de pointe à défendre.

Ce sont la formation et la recherche, les technologies de l'information et les biotechnologies, l'industrie automobile, le design, l'égalité des chances, les considérations environnementales et les produits que transforment les industries de base.

La Suède doit être une nation de pointe dans le domaine de la recherche. La recherche fondamentale sera renforcée, la formation des chercheurs élargie. Le recrutement socialement biaisé des universités devra être combattu. Les possibilités de commercialisation des résultats de la recherche universitaire seront renforcées, les universités devront pouvoir toucher une partie des dividendes. Un projet de loi en matière de politique de recherche sera déposé. L'État continuera d'être largement responsable d'un enseignement moderne pour adultes.

La promotion des exportations sera renforcée. Les relations économiques avec les États Unis se verront porter une attention toute particulière.

Le stylisme et le design suédois seront encouragés à l'étranger. En 2005 sera réalisée l'année du design.

Quelques unes des entreprises suédoises les plus importantes sont engagées dans des secteurs où les investissements en faveur de la recherche et du développement jouent un rôle décisif pour leur réussite internationale. Le gouvernement entend convier les acteurs de la vie des affaires et des organisations syndicales pour analyser les conditions auxquelles font face les secteurs des

technologies de l'information et des télécommunications d'une part, ceux de la biotechnologie et de la pharmacie de l'autre.

Eu égard aux nombreuses fusions suéco-finlandaises d'entreprises, la coopération de politique économique entre la Suède et la Finlande sera renforcée. Un sommet suéco-finlandais se tiendra au début de l'année prochaine.

L'industrie de base est l'épine dorsale de l'industrie suédoise. Les représentants des industries de base et mécanique seront conviés à élaborer en commun un programme visant au développement des positions de leadership de la Suède dans les secteurs du bois et de la sylviculture, de la métallurgie et de l'industrie automobile.

De nouvelles actions seront engagées pour renforcer les chances de croissance du constructeur automobile Saab à Trollhättan. En étroite coopération avec l'entreprise, les syndicats et la commune, un groupe de directeurs de cabinet s'apprête à travailler d'arrache-pied pour que Trollhättan continue à être un centre de production et de développement automobile compétitif.

Des actions en faveur de la transformation des matières premières forestières suédoises seront réalisées. Des mesures contre l'achat de forêts à des fins d'exploitation seront présentées. Pour mieux utiliser les surfaces domaniales et générer de nouveaux emplois dans les régions à faible densité de population, la société Sveaskog se verra également confier le soin de développer le tourisme naturel.

L'agriculture et l'industrie alimentaire suédoises créent des emplois et proposent aux consommateurs des produits de haute qualité. La priorité est donnée à la sécurité alimentaire, au traitement correct des animaux et aux préoccupations environnementales. La taxe sur le gazole utilisé dans les engins agricoles et forestiers sera abaissée. La rentabilité du secteur améliorée.

Depuis dix ans, un gouvernement pratiquant l'égalité entre femmes et hommes est à la tête de la Suède. Nombreux sont ceux qui, aujourd'hui, attendent avec impatience une évolution similaire du monde suédois des affaires.

Des mesures spécifiques sont proposées pour promouvoir l'égalité entre les sexes à la maternelle. L'emploi inacceptable du congé parental comme délai de préavis devra cesser. De puissants

intérêts commerciaux diffusent des images sexualisées de la femme et présentent les deux sexes en fonction d'idées préconçues. Cela entrave l'action en faveur de l'égalité entre femmes et hommes et devra être combattu. La violence commise au nom de l'honneur exige de nouvelles actions. Un plan d'action national contre la prostitution et la traite des femmes et des enfants est en préparation.

La Suède s'emploie activement en faveur de l'action pour l'égalité entre femmes et hommes menée au sein de l'Union européenne et des Nations Unies.

* * *

Monsieur le Président,

Les menaces auxquelles nous étions autrefois exposés étaient souvent des menaces extérieures, dirigées contre notre pays à partir d'autres pays. Ce type de menaces a pratiquement disparu.

Parallèlement s'en sont immiscées d'autres, de l'intérieur cette fois. Elles se trouvent dans notre propre pays, dans notre vie quotidienne. La criminalité en Suède se transforme, devient plus violente et s'internationalise.

Découlant de la transformation de la menace extérieure, la reconversion de notre défense militaire sera poursuivie. Il incombera à tous d'en atténuer les effets dans les localités touchées.

Des ressources seront transférées à la lutte contre les menaces internes au fur et à mesure que se réduiront les dépenses de défense. Un programme en trois ans sera présenté.

La criminalité sera combattue. 4 000 nouveaux policiers seront formés et embauchés au cours de la législature. La police de proximité et la prévention seront renforcées. La lutte contre la grande criminalité économique, contre le trafic des personnes, des armes et des drogues sera développée. Les services de la sûreté se verront accorder des moyens pour renforcer la protection des personnes. Les procureurs et les juridictions se verront allouer des ressources plus importantes pour accélérer leur travail. L'aspect temps est en effet extrêmement important lorsque des jeunes commettent des infractions ou en sont victimes.

L'administration pénitentiaire sera renforcée. La Suède doit disposer d'une administration pénitentiaire humaine et efficace, en mesure de faire face aux exigences de sécurité posées. Le manque de place sera éliminé et l'individualisation accrue. Des traitements appropriés, diminuant le risque de rechute dans la toxicomanie et la criminalité seront élaborés. La sécurité sera renforcée. L'édification d'une nouvelle prison de haute sécurité sera mise à l'étude.

L'alcoolisme et la toxicomanie seront combattus. Les travaux de prévention axés sur la jeunesse, les parents et les autres adultes se poursuivront dans le cadre des plans d'actions nationaux contre l'alcool et la drogue. Le dispositif de prise en charge des toxicomanes se verra allouer de nouvelles ressources. Les actions engagées dans la réhabilitation des toxicomanes seront renforcées. L'effort engagé pour libérer les prisons de la drogue sera poursuivi. En croissance rapide, le commerce frontalier et ses liens avec la criminalité devra être enrayeré.

Les actions de prévention seront soutenues. Le crime doit être combattu, mais également ses racines. Des aides seront fournies aux activités de prévention efficaces et destinées aux jeunes risquant de tomber dans la délinquance, la toxicomanie ou l'exclusion sociale. Les établissements scolaires des secteurs sensibles et victimes de la ségrégation se verront allouer des ressources accrues pour pouvoir développer leurs actions.

La société démocratique ouverte est vulnérable.

Une plus grande culture de sécurité s'impose au sein de nombreux services d'intérêt public allant de l'information à la sécurité nucléaire. Les catastrophes et autres situations extrêmes peuvent constituer une menace dramatique contre les valeurs fondamentales de notre société et avoir d'énormes conséquences sur la vie et la santé des populations, l'environnement et l'économie.

Au cours de cette année seront élaborées de nouvelles propositions pour renforcer la capacité de résistance de la société aux crises et au terrorisme. Un chargé d'enquête spécial se verra confier le soin d'élaborer une proposition sur la manière dont les ressources militaires pourront être utilisées pour aider la police en cas d'attaque importante contre notre démocratie. Les activités des services de renseignements seront revues.

La démocratie n'est jamais chose acquise.

L'engagement social d'une nouvelle époque, l'intérêt d'une nouvelle génération pour les questions mondiales en particulier, doit être capté par les mouvements populaires, les mouvements d'éducation populaire et les partis politiques. Fructueux, l'accord avec le mouvement sportif sera poursuivi.

La fête nationale suédoise pourra être célébrée avec joie et fierté par les nouveaux et les anciens Suédois. Le six juin sera jour férié à compter de 2005.

La Suède doit être dotée d'une constitution moderne. Cet automne, une nouvelle commission d'enquête sur la Constitution entamera des travaux dont l'objectif sera de revoir les règles du jeu de la démocratie.

* * *

Monsieur le Président,

L'État de bien-être sera également écologique.

C'est là la vision d'une Suède écologiquement viable où santé, environnement et bien-être sont protégés en même temps qu'il nous est davantage possible de contribuer à accroître la solidarité et à répartir plus équitablement les ressources mondiales.

La volonté de transformation et de modernisation de la société dans le sens d'un emploi plus efficace des ressources entraînera une vague d'innovations techniques et d'investissements générateurs de croissance.

La politique du gouvernement en faveur d'un développement durable sera renforcée et élargie.

Une politique climatique et énergétique cohérente sera mise en place. La société énergétique Vattenfall se verra confier un rôle de premier plan dans le passage à des énergies renouvelables. Les industries énergivores participant au programme d'efficacité énergétique se

verront offrir la possibilité de déductions fiscales. L'aide d'État accordée aux investissements communaux en matière de climatisation sera renforcée. Les zones terrestres et maritimes permettant une extension de l'énergie éolienne seront désignées d'ici à 2006. Les services publics devront montrer le bon exemple. Les investissements permettant d'améliorer le rendement énergétique d'établissements scolaires, hôpitaux, bibliothèques et autres institutions publiques seront favorisés. Le système de certificats verts sera développé pour accroître la place de la production d'électricité renouvelable. Le commerce des droits d'émission constituera un instrument puissant pour réduire les émissions de dioxyde de carbone en Suède et dans l'Union européenne. La position de la clientèle sur les marchés de l'électricité, du gaz naturel et du chauffage à distance sera renforcée.

Le système de transport sera rajeuni. L'objectif climatique de la Suède sera atteint. La taxe sur l'essence et le gazole tout comme celle sur les voitures de tourisme et véhicules utilitaires légers seront relevées. Les infrastructures permettant la vente de carburants alternatifs seront améliorées. L'exemption afférente aux biocarburants et aux autres carburants renouvelables sera poursuivie. 25 pour cent au moins de l'ensemble des nouvelles voitures achetées par les organismes d'États devront, en 2005, être des véhicules environnementaux. La Suède œuvrera activement au sein de l'Union européenne en faveur d'une taxe kilométrique sur les poids lourds, différenciée selon carburant et environnement.

La protection de l'environnement sera renforcée. Les produits persistants et nocifs pour la santé et l'environnement seront progressivement supprimés. Le rythme auquel sera effectué l'assainissement des sites pollués sera accéléré. La Suède œuvre activement pour une stratégie européenne musclée en matière de produits chimiques. 1,7 milliard de couronnes seront investies en l'an 2005 pour protéger la biodiversité. Des actions spécifiques seront entreprises pour protéger les potentialités biologiques des lacs et des cours d'eau. Des efforts seront faits sur les zones naturelles situées à proximité des agglomérations. Une stratégie plus élaborée et visant à protéger dans le long terme notre milieu marin sera présentée. Des mesures pour protéger la Baltique seront élaborées en coopération avec les autres pays riverains de la Baltique. Plusieurs aires marines spécialement protégées seront mises en place. L'indemnisation des dommages dus aux émissions d'hydrocarbures provenant de pétroliers sera améliorée. Des propositions visant à une amélioration du contrôle de la pêche seront présentées.

Un milliard de couronnes de l'aide accrue au développement sera investi dans des actions spécialement destinées au secteur environnemental. Des actions seront entreprises dans des secteurs où la Suède occupe une position de force et est à même de fournir des contributions de grande qualité. C'est de cette façon qu'il nous sera possible de mêler étroitement solidarité, préoccupations environnementales et croissance économique en Suède et dans nos pays partenaires.

* * *

Monsieur le Président,

Les grands défis de l'avenir sont mondiaux.

Économies et marchés sont étroitement imbriqués.

Les problèmes sociétaux sont de plus en plus transnationaux.

Les entreprises recrutent leur main-d'œuvre par-delà les frontières. La criminalité s'internationalise. Les produits toxiques se répandent à l'aide du vent et des courants, mais aussi dans des produits commercialisés sur un marché mondial.

En un temps où les États sont devenus trop étroits pour résoudre seuls les problèmes contemporains et les problèmes quotidiens de l'homme, la démocratie, elle aussi, doit devenir transnationale.

L'Union européenne est l'expression d'une volonté politique de créer un contre-poids démocratique aux forces du marché. L'expression de la volonté de pays souhaitant coopérer pour faire face aux problèmes communs.

La nouvelle constitution européenne entérine un système de coopération essentiellement intergouvernementale. De nombreuses consultations pour avis auront lieu avant que le Riksdag ne se prononce sur le projet.

Dans quelques mois sera commémoré le dixième anniversaire de l'adhésion de la Suède à l'Union européenne. Nous avons toute raison d'être fiers de la contribution que nous lui avons apportée.

Le plein emploi, une plus grande égalité des chances et un développement écologiquement durable sont des objectifs poursuivis par la Suède.

Anna Lindh a été l'un de nos plus éminents représentants de cette action. Il y a trois jours, nous honorions sa mémoire. Anna Lindh s'était aussi fortement impliquée dans l'action visant à mettre un point final à la division en deux de l'Europe.

L'élargissement de l'Union européenne sera poursuivi. La Bulgarie et la Roumanie obtiennent des aides pour pouvoir en devenir membres en 2007. Un programme visant à accroître les contacts avec la société turque sera engagé. En ouvrant la porte à des négociations, nous aidons la Turquie à renforcer les droits de l'homme dans le pays, en particulier pour la minorité kurde. Les États des Balkans sont soutenus sur la voie de leur adhésion.

La coopération avec les pays nordiques et baltes sur les questions européennes sera développée. Le dialogue avec la Russie sera approfondi et les contacts avec les pays voisins de l'Union européenne, l'Ukraine et les pays du Caucase par exemple, seront intensifiés.

Une réforme de la politique agricole commune s'impose tandis que les nouveaux adhérents doivent être ceux sur qui se concentre la politique régionale. Voilà pourquoi le gouvernement, en coopération avec les autres contributeurs nets, œuvre en faveur d'un gel des dépenses européennes à leur niveau présent.

La Suède travaille pour une plus grande implication de l'Union européenne dans les questions mondiales cruciales et pour une politique commerciale européenne promouvant la croissance et contribuant à rompre la marginalisation des pays pauvres dans l'économie mondiale.

La responsabilité de la coordination des questions européennes sera transférée du Ministère des affaires étrangères au Cabinet du Premier Ministre.

* * *

Monsieur le Président,

Si nous avons bien des raisons d'être fiers de la Suède, nous ne devons pas être satisfaits.

Il est temps maintenant de poser de nouveaux jalons pour accroître la justice et la sécurité, pour faire de la Suède un pays encore plus agréable à vivre.

Aussi longtemps que la sécurité ne sera pas garantie à tous, aussi longtemps que, si minimes soient-elles, régneront des injustices, le gouvernement social-démocrate aura une tâche toute trouvée.

L'objectif, la vision peuvent s'exprimer de maintes façons.

Permettez-moi de les illustrer, et en même temps de conclure, en citant ces mots prononcés par Olof Palme en février 1986, lors du débat des chefs de partis au Riksdag :

« Lorsque l'insécurité matérielle ne répand pas constamment son ombre sur la vie des hommes, il y a place pour d'autres valeurs. La politique de bien-être général procure indépendance et liberté de mouvement. Elle dissipe l'inquiétude vis-à-vis des multiples inattendus qui peuvent arriver et briser nos rêves, nos vies.

Nous respirons plus aisément. Nous osons regarder autour de nous. Alors s'éveille notre volonté de conquérir le monde, de tendre nos énergies pour influencer et changer. L'envie nous prend de découvrir et de renouveler. Nous avons le courage d'investir alors même que les chances de réussir sont minimes. Nous sommes attirés par le bien, la lumière.

Temps et courage nous sont donnés de découvrir l'autre, d'établir une interdépendance positive sous forme de camaraderie, sollicitude et coopération. Sécurisés et libérés de la parabysie qu'engendrent frayeur et inquiétude, nous pouvons laisser l'envie de vivre grandir, nous envahir et se propager d'homme à homme. »